

Compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 20 mars 2009

Le vingt mars deux mille neuf, à vingt heures, se sont réunis sous la Présidence de Madame Monique Sémavoine, Maire, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Mazères-Lezons.

Présents : Monique Sémavoine, François Gay, Nicole Le Dieu de Ville, Roger Pedeflous, Laurent Jouanlong, Françoise Hurabielle-Péré, Olivier Sablé, Francis Landes, Elisabeth Lahore, Eric Cazabat, Jean-Marc Dauphinot, Gérard Heitz, Jean-Louis Ville, Jean-Jacques Bordenave, Annabelle Aracil, Christophe Carrère, Vincent Charlot.

Procuration : Jean-Marc LACRAMPE à Gérard HEITZ

Excusée : Nicole DUFAU

La séance est ouverte à 20h15

Madame Elisabeth LAHORE est désignée comme secrétaire de séance.

Compte administratif 2008

Le conseil municipal adopte à l'unanimité le compte administratif 2008. Ce dernier dégage un excédent de fonctionnement de 270 298.79 euros, soit un excédent cumulé de 1 509 528.79 euros avec les exercices antérieurs. Parallèlement le résultat d'investissement fait apparaître un besoin d'investissement de 439 146.31 euros.

Compte de gestion 2008

Le compte de gestion du receveur municipal retraçant les opérations comptables de l'exercice est également approuvé à l'unanimité.

Affectation du résultat 2008

Le conseil municipal décide d'affecter le résultat de l'exercice 2008 comme suit :

- ↳ 439 146.31 euros en section d'investissement afin de couvrir le besoin d'autofinancement dégagé par l'exercice 2008 ;
- ↳ 1 070 382.48 euros en excédent de fonctionnement reporté sur l'exercice 2009.

Taux des impôts locaux 2009

Le conseil municipal décide d'augmenter les taux des trois taxes locales du montant de l'inflation, soit 2.5%, afin de maintenir la capacité financière de la commune. Les taux 2009 passeront donc de 8.58% à 8.79% pour la taxe d'habitation, de 11.38% à 11.66% pour la taxe foncière sur les propriétés bâties et de 41.84% à 42.88% pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Budget primitif 2009

Tenant compte des décisions en matière d'affectation du résultat et de fixation des taux d'impositions, le budget prévisionnel de l'exercice 2009 est adopté à l'unanimité des membres présents. Il s'équilibre à la somme de 2 398 180 euros en section de fonctionnement et à la somme de 2 712 210 euros en section d'investissement. Parmi l'ensemble des investissements les principaux projets adoptés par le Conseil municipal concernent : l'acquisition de la réserve foncière en vue de la création du futur centre bourg, l'aménagement du carrefour des avenues du Général de Gaulle et de la République, la réhabilitation du presbytère ainsi que la deuxième tranche des travaux de réhabilitation du groupe scolaire.

Subventions de fonctionnement aux associations

Le conseil étudie individuellement les demandes de subventions de fonctionnement formulées par les associations communales et extra communales. Le montant de l'aide accordée s'élèvera globalement à 65 318 euros dont 64 800 euros rien que pour les associations communales. Décision prise à l'unanimité.

Régime indemnitaire du personnel communal

Le conseil municipal décide à l'unanimité d'étendre le régime indemnitaire à l'ensemble du personnel communal, aussi bien titulaire que non titulaire, en contrepartie de la mise en place des entretiens individuels d'évaluation fixant le ou les objectifs annuels à atteindre pour chacun des agents.

Participation au prix de journée du centre de loisirs de Narcastet

La demande de participation au prix de journée formulée par les francas, à hauteur de 6.000 euros par jour et par enfant, est adoptée par le Conseil municipal à l'unanimité des votants (3 abstentions : Olivier Sablé, Laurent Jouanlong, Christophe carrère).

Classement dans le domaine public

Au vu du résultat positif de l'enquête publique qui s'est déroulée au mois de février, le Conseil municipal décide de procéder au classement définitif de la voirie et des espaces publics du lotissement le Clos des Mûriers dans le domaine public communal et autorise le Maire à entreprendre toutes les démarches en ce sens.

Mise ne place du CESU à la garderie scolaire

Face à la demande croissante des usagers utilisant le service de la garderie périscolaire, le Conseil municipal décide à l'unanimité d'autoriser le régisseur municipal à percevoir le Chèque Emploi Service Universel comme moyen supplémentaire de paiement.

Assurance contre les risques liés au régime de protection sociale du personnel communal

Le conseil municipal accepte de confier au Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale la procédure de marché nécessaire à la souscription de deux contrats d'assurance garantissant la commune contre l'ensemble des risques financiers liés au régime de protection sociale du personnel.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h50.